

Rapport soumis au Congrès sur les principaux pays affectés par le trafic de la faune en vertu de la loi sur l'élimination, la neutralisation et la perturbation (END) du trafic d'espèces sauvages (P.L. 114-231 ; 16 U.S.C. §§ 7601-7644) de 2016

Rapport de l'année 2020

La loi sur l'élimination, la neutralisation et la perturbation (END) du trafic d'espèces sauvages (P.L. 114-231 ; 16 U.S.C. §§ 7601-7644) (la loi END) charge le Secrétaire d'État, en consultation avec le Secrétaire de l'Intérieur et le Secrétaire du Commerce, de soumettre au Congrès un rapport qui énumère les pays prioritaires et les pays préoccupants, tels que définis dans la loi END.

Le trafic d'espèces sauvages reste un crime transnational grave qui menace la sécurité, la prospérité économique, l'État de droit, les efforts de conservation de longue date et la santé humaine. Le président Trump, dans le décret 13773 du 9 février 2017 a appelé à une approche globale et décisive pour démanteler les syndicats du crime organisé et a établi spécifiquement le lien entre le trafic d'espèces sauvages et les organisations criminelles transnationales.

Le Groupe de travail sur le trafic d'espèces sauvages, coprésidé par le secrétaire d'État, le secrétaire à l'Intérieur et le procureur général, réunit 17 départements et agences fédéraux et est chargé de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre le trafic d'espèces sauvages (la Stratégie nationale"). L'approche en trois volets du gouvernement américain pour lutter contre le trafic d'espèces sauvages - renforcer l'application de la loi, réduire la demande et développer la coopération internationale - prive les criminels d'une source de financement essentielle, réduisant ainsi la menace criminelle qui pèse sur les citoyens américains.

Les activités du Groupe de travail à combattre le trafic d'animaux sauvages fait la différence sur le terrain, chez nous et dans le monde entier. Les efforts et les activités du Groupe de travail sont bien coordonnés entre les différentes institutions du gouvernement : les gains d'efficacité sont identifiés et exploités, les redondances éliminées et les ressources utilisées de manière plus stratégique ; la portée internationale continue de s'élargir et l'amélioration des renseignements a permis d'identifier de nouveaux domaines de travail. En partenariat avec le secteur privé, les communautés locales et les ONG, les États-Unis montrent la voie à suivre au niveau mondial, en obtenant des accords et des engagements des gouvernements et des parties prenantes à tous les niveaux pour la prise de mesures urgentes. Les points saillants des efforts du groupe de travail

sont inclus dans l'Examen stratégique, comme le demande la Section 301(d) de la loi END sur le trafic d'espèces sauvages.

Afin d'améliorer la responsabilité et le reporting sur la mise en œuvre de la stratégie, le Groupe de travail a élaboré 14 indicateurs de suivi des actions soutenues par le gouvernement des États-Unis en matière de lutte contre le trafic d'espèces sauvages dans les pays prioritaires. Dix indicateurs mesurent les apports, les résultats ou les effets des efforts de renforcement des capacités et de coopération en matière d'application de la loi, de la réforme des politiques et des actions de réduction de la demande adaptées à chaque pays. Quatre indicateurs mesurent les dimensions de la gravité de la criminalité liée aux espèces sauvages perçue ou traitée dans chaque pays. En 2019, les missions diplomatiques des États-Unis dans les 26 pays prioritaires initiaux ont communiqué des données sur les indicateurs. Elles ont presque toutes indiqué que les pays hôtes ont mené des actions de renforcement des capacités pour l'application de la loi en 2019, et plus de la moitié ont signalé des saisies d'espèces sauvages ou de produits dérivés d'espèces sauvages grâce à l'implication du gouvernement des États-Unis. Près de la moitié ont décrit des efforts de réduction de la demande en 2019, ce qui représente une réponse de plus en plus sophistiquée et ciblée sur les causes profondes du trafic d'espèces sauvages.

Pays prioritaires^[1]

Méthodologie pour la détermination des 26 pays prioritaires initiaux

Le département d'État a travaillé en étroite collaboration avec les autres institutions du Groupe de travail pour utiliser des données à la fois qualitatives et quantitatives afin d'identifier les pays prioritaires et les pays à risque, tels que définis dans la Section 2 de la loi END, pour le rapport de 2017. Les experts techniques et les scientifiques des institutions du Groupe de travail ont établi un processus d'analyse des données sur le trafic d'animaux sauvages et ont rassemblé un ensemble de données pertinentes et disponibles. Cette analyse a couvert, entre autres, l'évaluation des données tirées des rapports publics des agences du gouvernement des États-Unis et des entités internationales, telles que la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), ainsi que des ONG telles que le Center for Advanced Defense Studies, TRAFFIC, l'Agence d'investigation environnementale et Transparency International. Les données provenant des évaluations nationales requises ont renforcé et influencé nos conclusions précédentes.

Les agences du Groupe de travail, y compris celles qui sont représentées dans les missions diplomatiques des États-Unis à l'étranger, ont examiné l'analyse initiale et ont fourni des informations supplémentaires qui n'étaient souvent disponibles que localement. Ces analyses Pays ont permis de compléter les données mondiales, notamment en fournissant des informations sur d'autres espèces, telles que les félins, les primates et les espèces marines. Les agences ont également examiné la trajectoire des populations d'espèces sauvages et l'impact du trafic sur cette trajectoire, les efforts des gouvernements et du secteur privé en matière de prévention du

commerce illégal, et la présence de marchés intérieurs légaux ou mal réglementés pour les espèces menacées par le trafic d'espèces sauvages.

Le Groupe de travail a en outre évalué si les gouvernements avaient récemment pris des mesures permettant d'améliorer la législation, la réglementation et/ou l'application de la loi et d'autres tendances de sorte que le pays intensifie ses efforts de lutte contre le commerce illégal des espèces sauvages. Après les 26 pays prioritaires initiaux identifiés en 2017, le rapport de 2019 a énuméré deux autres pays prioritaires.

Pays prioritaires de l'année 2020

Le département d'Etat, en consultation avec les départements de l'Intérieur et du Commerce, et avec l'USAID, a convenu que les 28 pays et juridictions listés comme pays prioritaires dans le rapport END de 2019 devraient être maintenus sur la liste. Chaque pays précédemment répertorié continue d'être une « source majeure de produits du trafic d'espèces sauvages ou de leurs dérivés, un point de transit majeur de produits du trafic d'espèces sauvages ou de leurs dérivés, ou un consommateur majeur de produits du trafic d'espèces sauvages », et cette désignation semble avoir contribué à une attention accrue à la lutte contre le trafic d'espèces sauvages dans certains pays prioritaires.

Conformément à la Section 301 de la loi END, les missions diplomatiques des Etats-Unis dans chaque pays prioritaire ont élaboré un plan stratégique, basé sur l'évaluation du trafic d'animaux sauvages dans leur pays hôte. Les agences américaines ont utilisé les plans stratégiques pour guider et coordonner les approches et les réponses du gouvernement américain aux besoins et aux lacunes identifiés dans l'évaluation. Les coprésidents du Groupe de travail, avec l'USAID, ont élaboré et distribué des modèles d'évaluations et les plans stratégiques. Toutes les agences du Groupe de travail, tant au niveau des représentations diplomatiques que de Washington, ont été invitées à contribuer à leur conception. Le Groupe de travail a examiné l'exhaustivité et la cohérence des évaluations, en tenant compte de la variabilité en fonction de la situation dans la chaîne d'approvisionnement, des ressources au sein de la mission diplomatique américaine et de la collaboration antérieure dans ce domaine.

Les missions diplomatiques des Etats-Unis dans tous les pays prioritaires ont terminé leurs évaluations et seule la mission diplomatique au Zimbabwe doit encore soumettre son plan stratégique. Ensemble, ces documents offrent un aperçu des problèmes liés au trafic d'espèces sauvages dans ces pays, identifient les domaines clés d'intervention stratégique du gouvernement américain et, ou établissent une nouvelle plate-forme, ou soutiennent les structures existantes au sein de la mission afin de guider une approche coordonnée des interventions soutenues par l'ensemble du gouvernement. Dans certains cas, l'élaboration de la Stratégie nationale a rassemblé, pour la première fois, toutes les ressources et les agences du gouvernement américain intervenant dans ce domaine ; ce qui a permis d'avoir une vision claire de l'ensemble du soutien apporté par le gouvernement américain. Pour certains, les évaluations et les stratégies ont permis d'élever le trafic d'animaux sauvages au rang d'enjeu sécuritaire et économique important, non

seulement au sein des missions diplomatiques mais aussi au sein des différents gouvernements hôtes.

Pour évaluer d'éventuels nouveaux pays prioritaires, le Groupe de travail a analysé une compilation de données sur les saisies, tirées de séries de données gouvernementales, de rapports des média populaires et d'autres sources qui reflètent les saisies de commerce illégal d'espèces de faune sauvage signalées à travers le monde entier. L'analyse s'est concentrée sur les données de 2013 à aujourd'hui pour les espèces inscrites à la CITES. Les pays ont ensuite été classés en fonction du nombre total de saisies signalées, et neuf nouveaux pays ont été identifiés pour un examen plus approfondi. Le groupe de travail a ensuite demandé des informations supplémentaires aux missions diplomatiques dans ces pays et juridictions. Ces informations supplémentaires ont été examinées afin de déterminer s'il fallait ajouter d'autres pays devaient. Pour le rapport 2020, aucun nouveau pays prioritaire n'a été ajouté.

Cette détermination est basée sur notre analyse des critères réglementaires de la loi END et ne reflète pas un jugement positif ou négatif des pays répertoriés ou n'indique pas que ces pays n'œuvrent pas avec diligence pour lutter contre le trafic d'animaux sauvages. En effet, les États-Unis ont des partenariats de longue date avec nombre de ces pays en ce qui concerne la lutte contre le trafic d'espèces de faune sauvage et reconnaissent la forte volonté politique qui existe déjà dans nombre de ces pays pour s'attaquer à ce problème. Le département d'État et les autres agences du Groupe de travail se réjouissent de poursuivre des relations étroites et constructives avec ces pays dans le cadre de leur collaboration en matière de lutte contre le trafic d'espèces de faune sauvage.

Liste de pays prioritaires pour 2020 (par ordre alphabétique)

Bangladesh
Brésil
Birmanie
Cambodge
Cameroun
République démocratique du Congo
Gabon
Région administrative spéciale de Hong Kong
Inde
Indonésie
Kenya
Laos
Madagascar
Malaisie

Mexique
Mozambique
Nigeria
République populaire de Chine
Philippines
République du Congo
Afrique du Sud
Tanzanie
Thaïlande
Togo
Ouganda
Émirats arabes unis
Vietnam
Zimbabwe

Pays à risque

Pays à risque pour l'année 2020

Pour identifier les pays à risque conformément à la Section 201(b) de la loi END, le département d'État, en consultation avec les départements de l'Intérieur et du Commerce et d'autres institutions du Groupe de travail, a examiné les données accessibles au public, ainsi que les documents classifiés qui indiquaient que les gouvernements se livraient activement au trafic d'espèces en danger ou menacées ou en tiraient sciemment profit. En 2020, aucun pays à risque n'a été retiré de la liste. Le Cambodge, le Cameroun et le Nigeria y ont été ajoutés. Cette désignation n'indique pas que toutes les parties du gouvernement sont ou ont été impliquées dans le trafic d'espèces sauvages, mais il y a de sérieuses préoccupations quant à l'implication systémique ou au haut niveau du gouvernement. Le Groupe de travail veillera, entre autres, à ce que les agences gouvernementales américaines coordonnent les efforts des agences fédérales américaines et de leurs partenaires non fédéraux, afin de mettre en œuvre les plans stratégiques des missions diplomatiques élaborés conformément à la Section 301 de la loi END, en vue d'aider ces pays et leurs gouvernements à réduire le commerce et la demande des espèces de faune sauvage et les produits dérivés faisant l'objet d'un commerce illégal.

Liste des pays à risque de l'année 2020 (par ordre alphabétique)

Cambodge
Cameroun
République démocratique du Congo
Laos
Madagascar
Nigeria

Pour plus d'informations sur les efforts du gouvernement des Etats-Unis en matière de lutte contre le trafic d'animaux sauvages, veuillez consulter : Examen stratégique END du trafic d'espèces de faune sauvage de l'année 2020 (en anglais)

ⁱ Cette liste comprend à la fois des pays et des juridictions.